

## **Nous ne sommes pas des pestiférés ! Abolition des tests ! Une honte !**

Oui, nous avons crié notre colère lors du puissant Rassemblement le 20 mars à Sarreguemines. Il y en a marre ! Ça suffit !

Nous sommes révoltés par les mesures insensées mis en place par Berlin à l'égard des travailleurs frontaliers, en l'occurrence la présentation d'un test négatif de moins de 48h au passage de la frontière.

Dès le 28 février quand cette nouvelle est tombée, nous avons réagi avec virulence contre cette aberration auprès de la chancelière Angela Merkel, Tobias Hans, ministre-président de la Sarre et Clément Beaune, secrétaire d'État aux Affaires européennes. Et avons saisi les syndicats allemands afin qu'ils nous soutiennent dans nos actions.

Oui, une aberration totale qui est lourde de conséquence pour les 20.000 travailleurs frontaliers qui travaillent en Sarre et en Rhénanie-Palatinat. Ils sont traumatisés par ces mesures insensées.

Ceux qui ont pondu cette mesure sont complètement déconnectés des réalités et n'ont jamais mis les pieds dans une entreprise.

Il faut quand même prendre en considération la spécificité de nos territoires. Les habitants de l'Est de la Moselle et les Sarrois vivent dans un même espace. Sommes-nous de nouveau les pestiférés comme l'année dernière ?

C'est la galère pour les 20.000 travailleurs : la course aux tests... Les laboratoires, les pharmacies sont pris d'assaut et ne peuvent pas répondre à ces milliers de demandes de tests... Les longues files d'attente aux centres de dépistage, les travailleurs et travailleuses qui arrivent en retard au travail, ce qui génère des conflits avec leur employeur et perte de salaire.

Lors de notre rencontre avec Clément Beaune, secrétaire d'État aux Affaires européennes à la Sous-Préfecture de Sarreguemines le 4 mars, en présence du Préfet, nous avons dit haut et fort ce que nous pensions de cette mesure qui frise la débilité.

M. Beaune et le Préfet se donnaient un satisfecit soi-disant que grâce à leur étroite collaboration avec les autorités allemandes, ils avaient réussi à éviter un test toutes les 24 h et éviter la fermeture des frontières.

Nous leur avons répondu que la situation est pire que l'année dernière avec la fermeture de certaines frontières obligeant certes les travailleurs à faire des détours pour se rendre sur le lieu de travail. Mais ceux-ci passaient avec leur dérogation et rentraient le soir tranquille.

Maintenant c'est de la folie pure ! Nous leur avons dit haut et fort : *« Il faut que vous vous mettiez à la place des travailleurs frontaliers qui partent le matin à 5 h, partis de chez eux durant 10 voire 13h et qui doivent courir le soir et rechercher centre de dépistage, une pharmacie, un laboratoire pour se faire tester. Ce n'est pas possible ! Pour les frontaliers c'est maintenant : "boulot, test, dodo". La France doit refuser ce diktat allemand ! »*

Oui, nous déplorons le manque de résistance du Land de la Sarre et des autorités françaises face aux décisions irresponsables de Berlin, oui face à ce diktat allemand. Nous demandons à nos élus allemands et français qu'ils montent à Berlin et qu'ils dénoncent avec virulence cette aberration en signalant à Mme Merkel que :

- l'amitié franco-allemande en prend un coup par ces mesures absurdes et stupides,
- les habitants de Moselle-Est vivent dans un même bassin de vie et qu'il faut mettre fin à ces scandaleux tests,
- que cette mesure insupportable imposée par Berlin, est une entrave à la libre circulation des personnes,
- le principe de l'égalité de traitement des travailleurs n'est pas respecté.

Berlin affirme protéger la santé des citoyens allemands, mais si la Moselle-Est représente un tel danger pour la Sarre, pourquoi nos amis sarrois peuvent-ils venir se faire contaminer en Moselle-Est en faisant leurs courses et rentrer à leur domicile sans test ?

Le Land de la Sarre et la France doivent refuser le diktat de Berlin et mettre fin immédiatement à ces tests scandaleux !

Quelle sera la suite de cette stupidité ? La prochaine étape étudiée par les technocrates de Berlin ne serait-elle pas de nous clipser une étiquette dans l'oreille et nous marquer au fer rouge ?

Oui nous sommes en colère !

Par ailleurs, concernant cette crise sanitaire, ne faut-il pas se poser les vraies questions ? Avec toutes ces mesures, confinement etc., on se croirait retourner au Moyen-âge.

En effet, le problème n'est pas la Covid, si nous sommes en crise sanitaire ce n'est pas parce qu'il y a trop de malades. C'est parce qu'il n'y a pas assez de lits d'hôpitaux, de personnel soignant, de matériel... C'est ce que disent de nombreux médecins et professeurs, notamment Christophe Prudhomme, porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France et Pierre Juvin, chef du service des urgences à l'hôpital Georges Pompidou à Paris. Il faut savoir qu'en vingt ans, les gouvernements successifs de gauche comme de droite ont supprimé 112.000 lits d'hôpitaux en France. Sans parler des fermetures d'hôpitaux. En Allemagne, entre 2000 et 2020, six cents hôpitaux ont été fermés. Toute cette politique de destruction du système de santé a été faite sur injonction de la Commission européenne. En effet, cette dernière a fait de 2011 à 2020 soixante-deux sommations exigeant des pays de l'Union, la suppression de milliers de lits d'hôpitaux et la baisse des dépenses de santé.

Le 16 mars il y a eu un rassemblement devant la mairie de Metz pour exiger la réouverture du service de réanimation à l'hôpital Legouest. Oui nous avons moins de lits qu'en mars l'année dernière. Une honte de voir qu'aujourd'hui au 21<sup>e</sup> siècle il faut affréter des airbus, des TGV pour transporter des malades d'une région à l'autre, de l'île de la Réunion à Paris, 12 h. de vol ! Ceci par manque de lits d'hôpitaux. Une honte !

Et nos dirigeants en France, en Allemagne et ailleurs, ces hypocrites ont le toupet et l'arrogance de clamer à longueur d'antenne que la population doit être responsable.  
Alors où sont les irresponsables ! Oui nous sommes en colère !